LEMA

EUSKAL INDARRA, ZU ZIRA !

LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !

N°203 Zkia - Septembre 2015ko Buruila

HILABETEKARIA
MENSUEL : 2 €



Le choix de l'indépendance catalane ?

Climat en Euskadi
p. 2

Institution Pays basque
p. 14-15

Clinique Belharra
p. 19

Alderdi Eguna
p. 20

www.eaj-pnb.eus

eaj pnb

Jeltzaleak / Les Démocrates Basques

Le climat a changé Euskadi

Le Lehendakari Iñigo Urkullu préside pour l'Europe, l'Alliance des Etats et des régions contre le changement climatique, en cette veille de Cop 21, à Paris. Cette alliance regroupe 30 membres, à travers le monde. Euskadi exerce un leadership politique, légitimé par un effort global et planifié contre le changement climatique.

-10% de gaz à effets de serre

Depuis la loi générale de 1998 sur l'environnement, directement issu des préconisations européennes en la matière, le Gouvernement Basque a élaboré et réalisé 3 plans cadre depuis 2002 qui concernent l'ensemble des leviers à activer pour lutter contre le réchauffement climatique. En 2003, Euskadi était la seule « région espagnole » à respecter le protocole de Kyoto. Résultats : de 1990 jusqu'à 2013, les émissions de gaz à effets de serre ont diminué de 10% en Euskadi, bien que l'économie ait connu une croissance de 67%, durant la même période. La baisse est continue depuis 2008.

Ces résultats ont été rendu possibles par l'introduction progressive du gaz naturel, remplaçant les autres combustibles, l'amélioration de l'efficience énergétique, l'implantation d'énergies renouvelables de haute efficience énergétique. En 2013, l'intensité énergétique était inférieure de 12% à celle de 2005. Cela correspond à l'énergie consommée par unité de PIB (richesse produite). De plus, Euskadi produit par exemple, 23 MWp d'énergie solaire photovoltaïque installée, dépassant les objectifs du plan basque de changement climatique 2008-2012.



Ana Oregi, ministre basque de l'environnement avec Jean Jacques Queyranne, président de la région Rhones-Alpes, lors du sommet de Lyon, les 1 et 2 Juillet dernier

Energie, transports, déchets, recherche : des résultats

Les réseaux ferroviaires urbains qui sont les modes de transport les moins intensifs en émission de carbone ont été progressivement généralisés. Il s'agit des lignes de métro, de tramway, qui associés à l'augmentation des lignes de bus ont contribué à améliorer la mobilité des centres urbains. Durant la période 2000-2013, ces services publics de transport ont progressé de 10%. Dans le même temps, le transport des marchandises par la mer et le chemin de fer a progressé de 7%.

Le dépôt des déchets dans les décharges publics a été réduit de 60%, tandis que les ratios de ramassage et de recyclage ont augmenté. Euskadi a également progressé dans la recherche sur le changement climatique, en impulsant des études avec des acteurs locaux, comme l'Université du Pays Basque et les centres technologiques. Cela a permis entre autres d'actualiser le diagnostic sur la vulnérabilité climatique en Euskadi. De façon parallèle, plusieurs centres de recherche technologique sur la réduction des effets de serre et l'adaptation au changement climatique ont été créés ou renforcés.

Les entités locales sont également engagées dans des démarches de planification de réduction des émissions à effet de serre, avec l'Agenda 21 et le Pacte des Maires. 30 communes ont conçu des programmes contre le changement climatique.

Emissions de GEI (Mt CO2e)	1990	1995	2000	2005	2010	2013
Secteur énergétique *	7.9	8.9	11.2	10.6	7.7	6.7
Industrie	7.2	7.4	7.1	5.9	5.9	4.3
Transport	2.7	3.2	4.6	5.5	5.1	5.4
Résidence	0.6	0.7	0.9	0.9	0.9	0.8
Services	0.2	0.3	0.4	0.5	0.5	0.5
Agriculture	1.1	1.1	1.1	1.1	0.8	0.7
Résidus	1.0	1.2	1.2	1.2	1.0	0.9
Total	20.9	22.9	26.7	25.7	21.9	19.3

**Electricité importée incluse*

Source : Stratégie de changement climatique 2050 du Pays Basque.

Les principaux centres de recherche

Biscay Marine Energy Plataform-BIMEP, en 2007 : exploitation de systèmes de captation de l'énergie marine.

BC3 Basque, centre pour le changement climatique, en 2008 : réduction des émissions, analyse du climat et de l'environnement naturel, la santé et la politique climatique. Reconnaissance internationale

Basque Ecodesigner Center, en 2011 : impulser le développement d'idées et d'activités entrepreneuriales par l'ecodesign, pour améliorer la compétitivité et la réduction d'émissions de GEI. Référent dans l'Union Européenne. Initiative due à un réseau d'entreprises, impulsé par le Gouvernement Basque

CIC Energigune, en 2011 : recherche sur l'énergie, transfert de connaissance, formation de haut niveau et coordination de projets en recherche et développement.



L'avenir menacé de l'euskara

L'Euskara est en danger en Iparralde.

La rentrée scolaire est un remarquable observatoire de l'état de l'Euskara dans notre société de Iparralde et confirme la situation décrite dans l'étude socio-linguistique de 2012. Les effectifs engagés dans les trois filières le démontrent. Aujourd'hui un peu moins de 30 % des enfants du primaire fréquentent une classe bilingue et seulement ¼ de ces enfants poursuivent le cursus bilingue en 6ème. Dans quelques dizaines d'années, avec la disparition des parents et des grands parents bascophones, ces élèves seront les seuls habitants d' Iparralde qui parleront l' Euskara (soit moins de 5 % de la population). Une catastrophe annoncée.

L' Etat oui, mais pas que ! Les efforts consentis pour le bilinguisme sont importants (comme le paiement des salaires des écoles sous contrat d'association comme Seaska, ceux de l'enseignement privé catholique et les effectifs d'enseignants bilingues dans le public) mais ne sont pas suffisants pour améliorer cette situation.

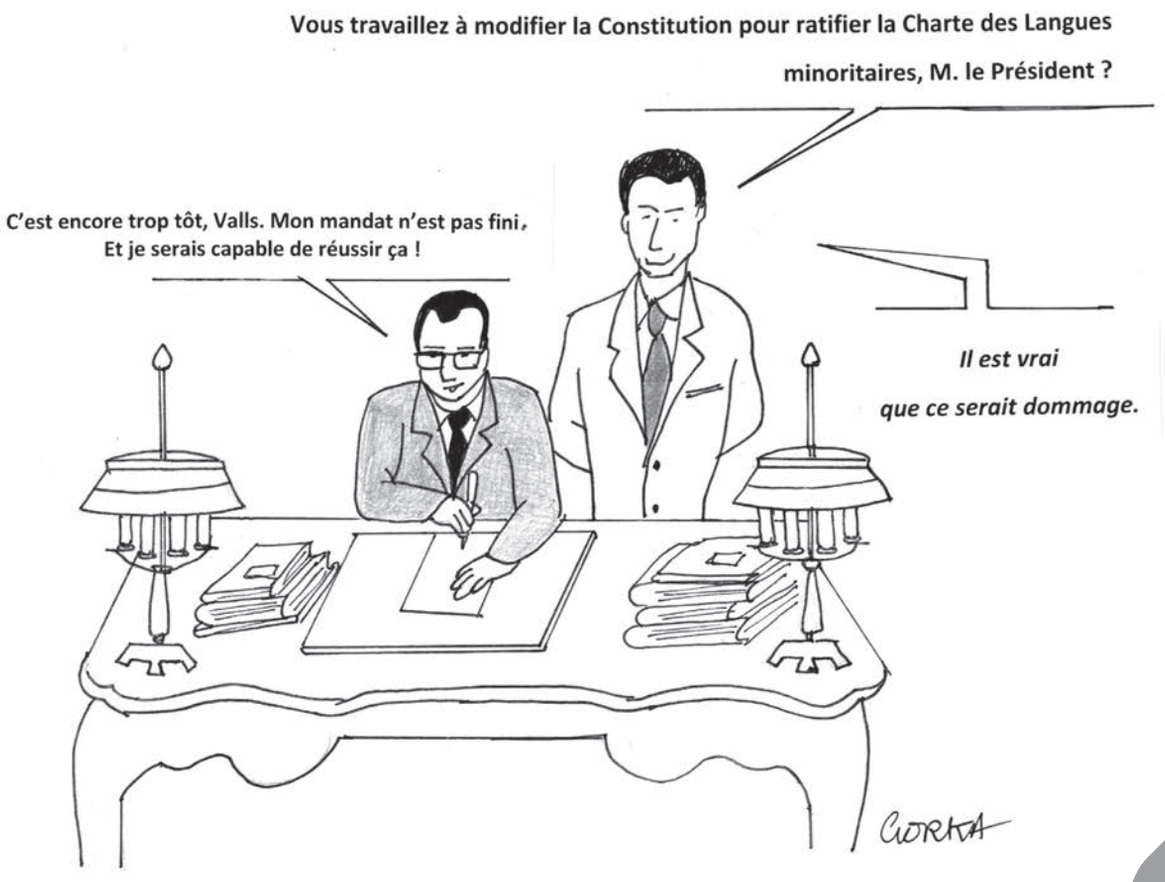
La responsabilité la plus importante est celle des élus locaux. Aurait-t-on idée d'apprendre le surf si on interdisait l'accès de la mer aux surfeurs ? C'est exactement ce qui se passe dans notre Iparralde pour l' Euskara. En dehors du cercle familial et celui des amis, l' Euskara n'a aucune utilité. Seules une ou deux communes intègrent l' Euskara dans les débats du conseil municipal et dans les compte rendu des réunions. Et pourtant près de 200 élus municipaux sont des élus Abertzale dont un peu moins de la moitié dans les majorités gestionnaires des communes. Que faisons-nous ? Les évolutions sont-elles en cours ? Nous attendons ces changements. Les commerces ont également leur responsabilité. En me promenant à Hendaye, Saint Jean de Luz et Biarritz, j'ai lu deux cartes de menus bilingues (Euskara-Français) sur une centaine de cartes affichées.

Accélérer le changement institutionnel en Iparralde.

Ce changement nous permettra de maîtriser notre politique linguistique. Prenons exemple sur la Corse qui a misé sur l'enseignement public bilingue pour assurer la transmission de la langue Corse. L'enseignement du Corse est généralisé à tous les niveaux du 1er degré à raison de 2/3 heures par semaine. Depuis 2002, il s'agit de véritables compétences partagées entre les élus et l'E.N. à la différence de ce qui se passe en Pays Basque où seule l'E.N. décide.

Le PNB doit jouer le rôle moteur dans ce chantier de reconquête de l' Euskara en mettant sur la table des propositions concrètes, des solutions accessibles aux élus et aux communes, en développant une pédagogie qui inciterait les citoyens, les élus, les commerçants à prendre le parti de l'euskara. Prenons modèle sur nos amis EAJ du Sud.

Itziar Aizpuru
Secrétaire du Biltzar d'Hendaye / Hendaiako Biltzarraren idazkaria



Errefuxiatuen harrera plana

Eusko Jaurlaritzak lantalde transbertsal bat sortu du Irailaren 3an, milaka errefuxiaturen etorrerak Europan sorrarazitako krisiaren inguruko jarduera koordinatzeko.

Bruselan irailaren 14ko bileran erabakiko den Europako politika zehaztu aurretik, egoeraren diagnostikoa egiteko helburua izango du. Taldea erakundeotako ordezkariekin osatuko da : Kanpo Harremanetarako Idazkaritza Nagusiak eta Bake eta Bizikidetza Idazkaritzako Giza Eskubideen arloa, Garapenerako Lankidetzaren Euskal Agentzia eta zuzenean eragindako Jaurlaritzako Sailak: Justizia, Gizarte Politikak, Osasuna, Segurtasuna eta Ogasuna.

Lan talde baten sorrera

Lantaldea dagoeneko jarri da harremanetan hiru Foru Aldundiekin, hiru euskal hiriburuekin eta EUDELekin balizko baterako jarduera-plan bat koordinatzeko aipatutako gaiaren inguruan. Giza duintasunaren eta giza eskubideen defentsan jarduteko erantzukizuna eta konpromiso instituzionala partekatzen dugu.

Europatik informazioa lantzen

Gainera, Espainiako gobernuarekin harremanetan jarri gara Estatu espainiarrak hartuko dituen jarrera eta konpromisoak ezagutzeko. Beharrezkoa iruditzen zaigu Espainiako gobernuak autonomia-erkidegoak eta errefuxiatuen arloan diharduten eragileak bilera batera deitzea. Guztiei eragiten digun gaia denez, ona litzateke jarrera adostu bat finkatzea Espainiako gobernuko presidentea hizpide dugun gaiari buruz egingo den Europako goi-bilerara joan aurretik.

Euskadiren ordezkaritzaren bitartez, Bruselan ere lanean ari gara Europan dauden errefuxiatuen egoeraren gaineko informazioa lortzeko eta



Josu Erkoreka, Eusko Jaurlaritzaren bozeramaileak errefuxiatuen errezebitzeko hasitako lana aurkezten du

Europako erakundeen jardunbidea ezagutzeko. Epe ertaineko eskuhartzea beharko duen auzia dugu aurrean. Beharrezkoa da koordinazioa, beraz, hala balizko harreraren antolaketan, nola pertsona horientzako laguntza materialean.

Europan elkartasun beharra

Europan ezagutu ditugun egoera dramatikoak Ekialde Hurbileko eta Afrikako herrialde askotan gertatzen ari denaren lagin txiki bat dira. Europan gertatzen ari denak kezkatu bezainbeste bultzatu behar gaitu ekintzara ; gerran dauden herrialdeetan gertatukoaren adibide bat baizik ez da, terrorismoak jazarrita, milioika pertsona baitago zapalkuntza-arriskuan.

Europak politika komun eta integratu batekin egin behar dio aurre egoera honi. Larrialdi humanitarioari modu kolektiboan eman behar zaio arreta, arazoa konpontzeko lan eginez jatorrizko herrialdeetan ere bai. Europak elkartasuna eta herrialde horien garapenerako laguntza uztartu behar ditu.

Euskadi, herrialde solidarioa

Gaur egun, Europaren mugakidea da munduko eskualde ezegonkor eta biolentoena. Siria, Pakistan, Iran, Irak eta abarretako gatazkak konpontzeko prozesuak abiarazi ezean, Europak egungoaren bezalako egoerei egin beharko die aurre hurrengo hamarkadatan.

Euskadi herrialde solidarioa da. Prest gaude errefuxiatuei harrera egiteko eta, zalantzarik gabe, larrialdi eta hondamendi humanitario honi tamainako erantzuna emango diogu.

Iturria : www.irekia.eus

Lehendakariak alkateei herrien Memoria Erretratuak eman dizkie

Bileraren helburua herriko esparruan memoria politika sustatzea da

Iñigo Urkullu lehendakariak udalerrien Memoria Erretratuak eman dizkie Euskal Autonomia Erkidegoko 130 alkateri. Horietan 1960. eta 2010. urteen artean Euskadin izandako bizitzeko eskubidearen aurkako urraketak biltzen dira. Bilera Memoriaren, Bizikidetzaren eta Giza Eskubideen Institutuan (Gogora) egin dute.

Bakegintza eta Bizikidetzarako idazkari nagusi Jonan Fernández, Biktimen eta Giza Eskubideen zuzendari Monika Hernando eta Gogorako zuzendari Aintzane Ezenarro izan dira lehendakariarekin eta alkateekin batera. Azken hauetatik hiruk hitza hartu dute udalerrien izenean: Irungo alkate Antonio Santanok; Errenteriako Julen Mendozak eta Juan Maria Aburtok, Bilboko alkateak.

Udalerrien Memoria Erretratuak, kontu eta xehetasun handiz egindako lanaren emaitza da. Datu base honek gertakarien errealitate objektibotik oso gertu dagoen irudi zorrotza ematen du. Dena den, udalen ekarpei zabalik dago proiektua.

Euskadik bi urtean berreskuratu du krisialdian galdutako enpleguaren laurdena

Erregistratutako langabezia kopurura 1.869 pertsona gehitu dira hilabetean ; % 1,23ko igoera uztailekoaren aldean. 155.769 langabe daude guztira. Duela urtebeteko kopuruarekin alderatuta 13.419 langabe gutxiago dira (% 7,93 gutxiago); Gizarte Segurantzak 15.119 afiliatu gehiago izan ditu EAEn, orobat. Hil honetan erregistratutako langabeen % 29,21 Hezkuntzaren sektorekoak dira, maiatzetik 2.136 langile galdu baititu.

100 000 enplegu galdu, 25 000 berreskuratu

Eusko Jaurlaritzako Enplegu eta Gizarte Politiketako sailburu Ángel Toñak langabeziaren beheranzko joera dagoela nabarmendu du, abuztuko igoera puntuala gorabehera, eta horrek azkenaldian lan-merkatuaren susperraldia dagoela erakusten duela.

Horrela bada, hauxe ekarri du gogora sailburuak : « *2008an, krisialdiaren hasieran, gure autonomia-erkidegoan 80.000 langabe zeuden, eta 180.000 ziren bost urte geroago. Horrek esan nahi du bost urtean 100.000 lanpostu inguru galdu zirela. Baina harrez geroztik 25.000 lanpostu berreskuratu ahal izan ditugu, laurdena; joera positiboa erakusten du horrek ».* Urteko zortzigarren hila amaitzerako, 155.769 langabe zeuden Euskadin.

Langabezia gora Abuztuan

Abuztuan langabeziak uztailean baino 1.869 pertsona gehiago erregistratu dituela ere nabarmendu du Ángel Toñak –% 1,23ko gehikuntza, alegia–. « *2.000 pertsona inguru dira, eta horientzat aukerak bilatzeko egingo dugu lan* », adierazi du. Duela urtebeteko egoeraren aldean, 13.419 langabe gutxiago dira, hau da, % 7,93ko jaitsiera. Urtetik urterako bigarren balantzerik onena da 2013ko abendutik, iragan hilabetearen atzetik, hain zuzen.

Langabezia abuztuan urtero handitzen dela azaldu du Enplegu eta Gizarte Politiketako sailburuak, jarduera ekonomikoaren jaitsiera handia dagoen urteko hil horretan behin-behineko kontratuak amaitzearen eraginez batez ere. Hori horrela, krisialdiaren aurreko urteetan langabeziak abuztuan izandako igoerak krisialdiko urteetan baino handiagoak ziren, azken hauetan, izan ere, langile kopurua doituago zegoenez, txikiagoa izan da abuztuko geldialdi ekonomikoaren ondorioz kaleratutako langile kopurua.



Angel Toña, lan sailburuak azken datuak komentatzen

Kalitatezko lanaren kezka

Aurtengo abuztuan, halaber, hezkuntzaren sektorearen eragina bereziki nabarmendu da; uda guztietan langabe ugari egoten dira sektore horretan baina udazkenean lana berriro topatzeko aukera izaten dute horiek. Abuztuan izandako langabeen ia heren bat hezkuntzari lotutako pertsonak dira; 1.869tik 546 (% 29,21). Sektore horren udako etenaldiaren ondorioz pertsona ugari gelditzen dira lanik gabe; hala, maiatzetik 2.136 langabe daude jarduera horri lotuta.

«Jaurlaritza hau kualitatiboagatik arduratuta eta kezkatuta» dagoela ere nabarmendu du Toñak. Hori dela eta, sinatutako kontratu mugagabeen kopurua oraindik «konpondu gabeko arazoa» dela esan du. Abuztuan, 54.272 kontratazio egin dira EAEn, eta horietatik 2.924, % 5,39 bakarrik, izan dira kontratu mugagabeak. Hil horren ezaugarri bereziak direla eta, kontratuen kopurua %35,1 jaitsi da pasa den hilabetearekiko, baina % 7,7 hazi da iazko abuztuan erregistratutako kontratazioarekiko.

Duela urtebeteko egoerarekin alderatuz gero, euskal ekonomiarentzat hain garrantzitsuak diren sektore hauetako langabe-zerrendetan izandako jaitsierak nabarmentzen dira: industrian (% 14,02); eraikuntzan (% 13,37) eta zerbitzuetan (% 7,22). Industriako sektoreak izandako susperraldia bereziki nabarmendu du sailburuak, «tradizioz enpleguaren kalitate handiagori lotutako» sektorea baita.

Afiliazioa gora

Abuztuan, 885.409 izan dira, batez beste, Gizarte Segurantzan Euskadin afiliatuak, aurreko hilean baino 9.819 gutxiago (% 1,10eko murrizketa uztailarekin alderatuta). Hala ere, urtetik urterako balantzean 15.119 afiliatu gehiago daude (% 1,74). Hileko jaitsiera hori azken bost urteetan izandakoaren ildotik doa, abuztuan 9.769 afiliatu gutxiago izaten baitira batez beste, oso antzeko kopurua, beraz.

Iturria : www.irekia.eus

Ces questions « historiques » qu'il faut résoudre

Iñigo Urkullu a du pain sur la planche ! Le 28 août à Donostia le lehendakari a exprimé ses attentes fortes de rentrée dans le domaine de la paix et de la réforme statutaire.

Rentrée pour tous y compris pour le Gouvernement basque fidèle à cette tradition de fin d'été consistant à lancer un nouveau cursus politique au Palacio Miramar de Donostia. Il s'est donc ouvert le 28 août alors que le bilan touristique de l'été 2015 est des meilleurs. Des records devraient en effet être battus au niveau de l'affluence étrangère notamment, dans le cas de la Biscaye en particulier.

Iñigo Urkullu a donc retrouvé ses conseillers-ministres et développé ses axes de travail pour les mois prochains. Plusieurs rendez-vous importants se profilent à l'horizon toujours sur fond de crise économique mais avec un mouvement de reprise en Euskadi. Ce sont les élections régionales catalanes du 27 septembre autour du projet indépendantiste nationaliste, les générales espagnoles peut-être décembre (pas encore de date fixée) et Donostia 2016 Capitale européenne de la culture, en même temps que la ville polonaise de Wroclaw.

Beaucoup de temps perdu

Le lehendakari a confirmé tout son soutien au projet Donostia 2016 qui a-t-il pris soin de souligner *« engage tout le Pays basque »*. Reste que d'importantes difficultés doivent encore être surmontées après la gestion calamiteuse de Juan Karlos Izaguirre, le maire de Bildu qui pendant son mandat (2011-2015) s'est avéré incapable d'impulser le souffle et la cohérence nécessaires à l'entreprise. Le temps presse donc.



Le Gouvernement Basque réuni au Palacio Miramar de St Sébastien, pour la réunion de rentrée

Au dire du lehendakari, la législature Mariano Rajoy a elle aussi été *« gaspillée »*, le PP ayant fait preuve d'une fermeture totale aux attentes d'Euskadi relatives à la réforme statutaire et au processus de paix. Pas de dialogue et encore moins d'avancées formelles en la matière.

L'on peut penser que les résultats des échéances électorales annoncées en Catalogne et à Madrid pèseront sur le cours de la vie politique basque, tant l'attitude de Madrid se tend à l'égard des Catalans et de leur président Artur Mas qui remettent en question le modèle actuel de l'Etat espagnol (basé sur un autonomisme asymétrique). Les générales espagnoles pourraient quant à elles se solder par la défaite du PP et l'arrivée d'un nouvel occupant (socialiste ?) à la Moncloa.

Deux questions cruciales

Avancées possibles à attendre ? Iñigo Urkullu a dit vouloir continuer à tabler sur le caractère « bilatéral » des relations entre l'Etat espagnol et le gouvernement basque, postulat auquel le PP, fort de sa majorité absolue et ne partageant pas cette conviction, est resté sourd pendant quatre ans. Le lehendakari exige une réforme du statut d'autonomie en vigueur depuis 1979 que l'Etat s'est refusé à déployer intégralement lors des 36 dernières années. Cette loi-cadre est la seule du pays à n'avoir pas été révisée.

Notons que le Parlement basque est en train d'élaborer un rapport sur le statut d'autonomie dont débattent les partis impliqués. Deux des questions cruciales engageant fondamentalement l'avenir d'Euskadi sont ainsi sur la sellette. C'est peu de le dire !

Le 28 septembre, c'est à Zarauz qu'Andoni Ortuzar présidait à la rentrée d'EAJ-PNB. Il espère que son parti arrachera une présence forte au Congrès des députés et au Sénat, de sorte qu'il puisse défendre activement les intérêts politiques d'Euskadi. Mais ceci uniquement dans le cadre d'un éventuel débat sur la Constitution espagnole prenant en compte le fait « national » basque.

Dette publique. L'Etat espagnol « possède » 38% de la dette globale des 17communautés autonomes espagnoles, supérieure à 240 milliards d'euros. Seules deux entités n'ont pas de dette à son égard, Navarre et Euskadi selon le Banco de España. Leur dette respective s'élève à 3.281 millions et à 9.542 millions d'euros.

Chômage. Août aura connu une chute de l'emloi « conjoncturelle » au dire du conseiller à l'emploi et aux politiques sociales, Angel Toña. Augmentation du chômage qui selon lui « ne signifiera pas un changement de tendance générale ». Les syndicats quant à eux ont déploré la « très forte » précarité des emplois créés depuis la crise.

Départ intempestif. Yolanda Barcina, présidente navarraise sortante, secouée par son gros échec aux élections régionales de mai dernier a décidé à la surprise générale de quitter UPN qui s'enfonce dans la crise.

Disparition. Txiki Benegas avait vu le jour à Caracas en 1948, il s'est éteint le 25 août. Député au Congrès, il a été inhumé au cimetière de Polloe à Saint-Sébastien en présence de dirigeants du PSOE et de représentants du PNB, tels Xabier Arzallus, Josu Erkoreka, Iñaki Anasagasti. Fils d'un membre du PNB exilé au Venezuela, il a fortement marqué de son empreinte la vie politique basque au fil de toutes ses années passées au secrétariat général et à la présidence du PSE, de 1977 à 2002, époque tumultueuse s'il en fut. Le Gouvernement basque lui a rendu hommage.



Eliane Neuville : « partir de chaque réalité humaine » (II et fin)

Fin de l'entretien avec Mme Neuville, proviseure à la retraite et candidate d'EAJ-PNB lors des dernières élections départementales. Ce mois-ci, elle nous présente le système allemand qu'elle a eu l'occasion de connaître grâce à des programmes européens.

Justement parlez-nous du système allemand.

Premièrement quand on parle de l'Allemagne : ne jamais oublier que c'est une vraie fédération. Pour l'enseignement, chaque Land définit son système ; le Ministère fédéral fixe seulement les objectifs et évalue les résultats. La couleur politique marque les systèmes.

Dans les Länder CDU, la tradition perdure avec l'école primaire grund schule jusqu'à 11 ans, puis les élèves qui suivent sans difficulté un enseignement abstrait vont au lycée gymnasium, les moyens, au collège realschule, pendant 4 ans et ceux en très grande difficulté pendant 2 ou 3 ans vont à la haute école hauptschule. A 13 ans, une réorientation est possible. Pratiquement pas de redoublement.

" Différences politiques suivant les lander "

Le bac se prépare en 7 et 8ème année de lycée. Le lycéen choisit les trois disciplines qu'il présentera à l'écrit et bénéficiera d'un horaire renforcé ; il précise celle des 3 qui sera son option principale car sous la houlette d'un professeur, il doit rédiger un mémoire ou réaliser un travail qui compte pour un tiers dans la note du bac, le deuxième tiers provenant des épreuves écrites et le dernier est la moyenne du contrôle continu sur toutes les disciplines pendant ces 2 ans.

Dans les Länder SPD, l'idéologie de l'école unique pour tous l'a emporté et on a créé l'école réunie gesamteschule. Mais à cause des difficultés et des échecs rencontrés, le système a évolué et finalement dans la structure de ces écoles on a recréé pratiquement les 3 « filières ».

Quelle est la place de l'apprentissage ?

En Allemagne, on ne conçoit pas le système éducatif sans l'Apprentissage: le Dual System.

Chaque corps de métier a un cahier de charge rigoureux qui précise ce que l'apprenti doit apprendre par semestre, puisqu'à la fin de chaque semestre un contrôle de ses acquis est effectué. Les apprentis suivent les cours généraux et technologiques dans les Ecoles professionnelles, 1 ou 2 jours par semaine. Parallèlement le maître d'apprentissage est évalué, à peu près tous les 2 ans, pour s'assurer de la qualité de son enseignement. Mais il bénéficie au sein de l'entreprise d'une décharge horaire.



un collège lycée Gymnasium

" Ingénieur par l'apprentissage ! "

Par cette voie, il est possible d'aller jusqu'au diplôme d'ingénieur. Parfois après le bac, l'apprentissage aide à entrer à l'Université.

Voici l'exemple d'un jeune Munichois que j'ai connu. Il voulait faire Architecture. Il a donc choisi comme option principale Arts Plastiques et en guise de mémoire, il a conçu et réalisé les décors pour une pièce de théâtre présenté par les élèves de la section Théâtre. Au bac, il n'a pas eu la note exigée pour entrer directement en architecture. Il est entré dans un cabinet d'architecte comme apprenti pour préparer le CAP de commis d'architecte en 2 ans. Et une fois son CAP en poche, il est alors entré à l'Université !

" Respecter le rythme de chaque élève "

J'ai toujours apprécié le sens des réalités de nos collègues allemands très conscient que chaque enfant a son propre rythme pour apprendre ce qui n'a rien à voir avec l'intelligence, le redoublement est rarement utile, l'élève ne doit pas être en échec scolaire car il a toujours des qualités ; l'échec de l'élève est aussi l'échec de l'enseignant, l'enseignant joue un rôle prépondérant dans l'entrée de la jeunesse dans la vie active.

Par ailleurs pour un Allemand, il n'y a jamais de mépris pour les métiers manuels car ils demandent tous également des qualités intellectuelles et chacun joue un rôle dans la société et l'économie de son pays.

Enfin dès l'âge de 15 ans, les lycéens apprennent le monde du travail car ils ont l'habitude de travailler 3 ou 4 heures par semaine, pour gagner leur agent de poche (ranger les boites de conserve dans les épiceries a toujours été un job recherché). Voilà tout ce qui explique qu'actuellement l'Allemagne et tous les pays qui ont un système comparable ont les taux de chômage chez les Jeunes les plus faibles en Europe. Tous les experts sont d'accord sur ce point.

L'heure du choix catalan

Les Catalans se rendront aux urnes, le 27 Septembre prochain, pour des élections autonomiques d'un genre particulier. Nouvel épisode d'un processus relaté voilà un an, dans le Lema 192. Le président Artur Mas, a utilisé cette voie ultime pour permettre aux Catalans de s'exprimer sur le thème de l'indépendance de la Catalogne. Il aurait préféré la voie d'un référendum, à l'écossaise, mais face au refus frontal du Gouvernement central du PP, le président catalan n'a pas eu d'autres choix que de convoquer ces élections anticipées. Tour d'horizon des forces en présence. Jordi Vera, président de CDC, en Catalogne nord nous fait part de son analyse de l'actualité.

Ces élections seront scrutées de près, bien que Madrid refuse d'y voir des élections plébiscitaires sur l'indépendance de la Catalogne. Dans le même temps, le ministre de l'Intérieur Jose Fernandez Diaz confirme qu' *« il s'agit d'élections très importantes ».*



Raul Romeva, en meeting

La coalition indépendantiste, Junts pel Si

A situation exceptionnelle, réponse exceptionnelle, le camp du oui à l'indépendance est surtout représenté par Junts pel Si (ensemble pour le oui), une coalition électorale portée par des acteurs de la société civile, comme l'ANC (Assemblée Nationale Catalane), en première ligne, lors de l'organisation des manifestations monstres lors des dernières Diada, fête nationale catalane, les 11 septembre de ces 3 dernières années. Les deux grands partis nationalistes catalans, CDC (Convergence Démocratique de Catalogne) et ERC (Esquerra Republica de Catalunya) appuient cette démarche.

Raül Romeva, la tête de liste Junts Pel Si, venu de ICV, un mouvement espagnol écolo-gauchiste, incarne les néo-indépendantistes catalans, de ces dernières années. Artur Mas, président catalan, en fonction et leader de CDC est quant à lui, 4e de la liste Junts Pel Si et Oriol Junqueras, leader d'ERC occupe la 5e place de cette liste.

L'enjeu : si Junts pel Si obtient la majorité des députés, un processus d'émancipation de la Catalogne sera entamé : déclaration unilatérale d'indépendance de la Catalogne par le Parlement catalan, mission d'information sur cette déclaration auprès du Gouvernement central espagnol et des gouvernements étrangers, en particulier, les pays européens, recherche d'un dialogue avec le Gouvernement central, rédaction d'une Constitution de la république catalane, …

A noter également la présence autonome de la CUP, la force indépendantiste d'extrême gauche. Ce parti émergent ne veut pas être lié à des forces considérées de droite bourgeoise, capitaliste. En dehors de considérations idéologiques, sa présence est également le moyen de capter un électorat indépendantiste tenté par Podemos. La CUP ne semble pas a priori un facteur de division, de ce camp du « oui » à l'indépendance de la Catalogne.



Des jeunes Catalanes enthousiastes

Le « non » radical du PP et de Ciutadans

Deux autres camps émergent. Le camp du non, clairement identifié, même s'il avance en ordre dispersé. Le PP, le parti conservateur au pouvoir à Madrid défend une position constante et intransigeante, à l'égard du processus catalan. C'est un niet sur toute la ligne sans aucune proposition alternative et un jeu de critique constante et de mépris affiché, à l'égard des tenants du oui. Pour le PP, cela revient



« en nettoyant Badalone », le slogan polémique utilisé par M. Albiol, le candidat du PP, aux élections municipales de Badalone

à occulter la réalité du puissant mouvement social surgi des tréfonds de la société catalane. Artur Mas est devenu la nouvelle tête de turc du PP. *« Irresponsable, il ferait de mieux de respecter la légalité espagnole ».*

Mariano Rajoy l'a averti : *« il n'acceptera pas que des Espagnols soient des étrangers su leur propre sol… hors de question d'accepter des scénarios de rupture, alors qu'il faut unir ». D*es arguments ressassés à l'envie sur la dualité entre les bons favorables à l'union et les mauvais défenseurs de la rupture. Le ton est donné avec le choix de leur tête de liste, Xabier Garcia Albiol, un représentant de la ligne dure du PP, ancien maire de Badalone, connu pour ses propos xénophobes. Il a qualifié les gitans roms de *« plaie » « venus uniquement pour agir comme des délinquants ».* Il a affirmé qu'il ne leur attribuerait pas *« un euro d'aides sociales ».*

Ciutadans, un autre mouvement, proche des positions du PP, a gagné en popularité en s'érigeant, en

champion de l'anti-corruption et de l'anti-nationalisme catalan. Ciutadans agit comme un pôle d'attraction du PP vers des positions dures. Son jeune leader, Albert Rivera, un des hommes politiques, régulièrement invité dans les plateaux de télévisions espagnoles, reprend le style hautain et méprisant du PP, à l'égard des nationalistes catalans.

Ce parti émergent en Catalogne et en Espagne espère bien profiter de la polarisation de la campagne entre le oui et le non, pour capitaliser son image de champion du camp du non.

Le « non, mais » ... du PS catalan

Enfin, le Parti Socialiste Catalan, associé au Parti Socialiste espagnol, demeure dans le camp du non. Mais il tente de développer une autre ligne en tout cas rhétorique, une équidistance recherché entre les partisans du oui et du non. Poussé par le besoin de se différencier du PP, son principal concurrent espagnol, le PSC défend l'idée du dialogue, face à la fermeture du PP, une attitude compréhensive face à la surdité du parti conservateur.

Une de ces idées générales, celle d'une Espagne fédérale, capable d'intégrer les nationalités de l'Etat espagnol, que sont la Catalogne, le Pays Basque et la Galice. Néanmoins, sur le fond, le PSC et le PSOE n'ont pas bougé sur le thème central de la libre détermination des nations espagnoles.

Pedro Sanchez, le nouveau leader du PSOE ferme la porte à cette éventualité, en précisant qu'il s'agit de la « voie utilisée pour dissimuler le souhait indépendantiste ». Comme toujours dans son histoire, le PSOE souffle le chaud sur une forme empreint d'ouverture et le froid sur un fond intangible, fermé à l'égard des aspirations nationales, en Espagne.



la liste « Catalunya si que es pot »

La 3e voie : le « droit à décider » en Espagne

La coalition : Catalunya Si que es pot

Un troisième camp s'est affirmé, à la suite de l'annonce des élections anticipées catalanes : celui de formations favorables au droit à décider du peuple catalan, dans une « Espagne pluri-nationale ».

Podemos, le parti émergent mené par Pablo Iglesias et ICV, proche de IU, le parti écolo-gauchiste ont constitué une coalition électorale : Catalunya Si que es pot (La Catalogne, oui c'est possible), en référence au terme Podemos (nous le pouvons) proche lui-même du « yes, we can », le slogan porteur de la 1e campagne électorale de Barack Obama.

UDC, pour un Etat catalan confédéral

Un second parti est proche de cette position. Il s'agit d'UDC, Unio Democratica de Catalunya (Union Démocratique de Catalogne), l'ancien partenaire de CDC, au sein de la fédération CiU, qui avait gouverné avec succès la Catalogne, pendant quasiment 3 décennies. UDC se définit clairement comme un mouvement nationaliste catalan, contrairement aux partis de la coalition Catalunya Si que est pot. D'origine démocrate-chrétienne, UDC a noué des liens anciens avec EAJ-PNB. UDC défend le droit à décider, ainsi qu'un projet de confédération espagnole avec un Etat catalan confédéré à un Etat espagnol.

Contrairement à la situation actuelle qui ne reconnaît qu'une autonomie catalane, le pouvoir serait détenu par les deux Etats qui géreraient ensemble des compétences communes.

Quelques candidats emblématiques de Junts Pel Si

Raül Romeva, la tête de liste



La tête de liste de Junts Pel Si, le charismatique Raül Romeva, est un professeur d'université, économiste et surtout expert en relations internationales. Ex-eurodéputé et ex-militant d'ICV (coalition de gauche et écologiste espagnol), il cumule un parcours politique militant et un engagement social reconnu. Originaire de Madrid, venant d'un mouvement de tendance « espagnol », il incarne ces néo-indépendantistes, lassés par les diktats répétés de Madrid et persuadés du bienfait social de ce projet d'émancipation catalane. Actif et dynamique, il répète à l'envie et avec conviction, les raisons de sa conversion indépendantiste.

Carme Forcadell, l'activiste



Diplômée de philosophie, de sciences de la communication et de philologie catalane, elle est une des figures de proue du mouvement social catalan pro-indépendantiste. Présidente de l'ANC, l'Assemblée Nationale Catalane, de 2012 à 2015, cette fonction l'amena à porter au-devant de la scène médiatique, les différentes mobilisations des Diada du 11 Septembre et des consultations citoyennes. Forte de ces succès, elle est aujourd'hui n°2, de la liste Junts Pel Si.

Muriel Casals, la pionnière



Cette économiste est professeure émérite d'histoire économique de l'université autonome de Barcelone. Comme Raül Romeva, elle a milité à ICV. Très engagée en faveur de la langue catalane, elle fut la présidente d'Omnium Cultural, de 2010 à 2015. Elle dirigea la première manifestation de grande ampleur, le 10 Juillet 2010, pour protester contre la décision du Tribunal Constitutionnel, retoquant les articles les plus importants du nouveau statut catalan. Elle est aujourd'hui, n°3 de la liste Junts Pel Si.



Artur Mas, le président leader

Artur Mas, l'actuel président du Gouvernement de Catalogne, nommé la Generalitat, est le n°4 de la liste Junts Pel Si. Il porte ce processus d'indépendance avec méthode et détermination. En première ligne depuis plus de 2 ans, il est la cible préféré des médias et des responsables politiques espagnols. Sa popularité agace et tout est bon pour l'affaiblir. Cet économiste vient du monde privé. Député au Parlement de Catalogne, puis ministre des transports et de l'économie et des Finances, il devient le n°2 du gouvernement catalan de 2001 à 2003. Candidat de CiU, à la présidence de la Catalogne, en 2003, 2006, il gagne ces élections mais subit une coalition tripartite qui éloigne CiU du pouvoir, de 2003 à 2010. Il devient président de la Generalitat et occupe la plus haute fonction de l'exécutif catalan, depuis 2010.

Oriol Junqueras, le leader d'ERC



Orio Junqueras est le président d'ERC (Esquerra Republicana de Catalunya) et professeur d'histoire à l'université de Barcelone. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages sur l'histoire économique et l'histoire de la Catalogne. Maire de Sant Vicenç dels Horts, depuis 2011 et eurodéputé d'ERC, de 2009 à 2010, il est aussi parlementaire d'ERC, au Parlement de Catalogne.



Nuria Picas, la championne motivée

Les amateurs d'Ultra Trail, la connaissent d'abord, en tant que championne de cette discipline. Il s'agit d'une course à pied, en milieu naturel, sur une très longue distance, dépassant les 42 km du marathon. Nuria a remporté la coupe du monde d'Ultra Trail, en 2014. Elle anime des conférences sur le thème de la motivation.

Nuria de Gispers, la présidente frondeuse



Nuria de Gispers est l'actuelle présidente du Parlement catalan. Issue du secteur critique pro-indépendantiste d'UDC, elle a quitté cette formation politique pour constituer le parti des Démocrates de Catalogne, avec ses compagnons de route. Juriste de formation, avocate, elle devint ministre de la Justice de la Generalitat de Catalogne, de 1995 à 2001.



Pep Guardiola, l'entraîneur exemplaire

Les amateurs de football connaissent bien Pep Guardiola, d'abord en tant que joueur emblématique, et entraîneur à succès du FC Barcelone ou Barça. Il entraîne aujourd'hui, le Bayern de Munich. Par son envergure internationale, il incarne le catalanisme tranquille et ouvert largement majoritaire dans le mouvement indépendantiste. Signe de cette ouverture aux autres, il fit l'effort de s'exprimer, en allemand, dès ses premiers pas dans le club bavarois.

Luis Llach, le chanteur emblématique



Faut-il présenter Luis Llach ? Incarnation du renouveau de la chanson catalane « la nova cançó », dans les années 60-70, il est contraint de se réfugier à Paris, pour échapper à la répression franquiste. L'auteur de l'Estaca (le pieu), traduit en plus de 50 langues, il est engagé en politique, depuis 2011, dans une plateforme pro-indépendantiste. En 2013, il participa au concert pour la liberté, organisé par Omnium Cultural.

Des faits marquants de la pré-campagne électorale

• Junts Pel Si, sillonne la Catalogne durant tout l'été, avec à sa tête l'infatigable Raül Romeva. La plateforme lance l'opération « sois candidat », pour qu'un maximum de personnes soutiennent les candidats officiels et participent activement à la campagne électorale. Le cap des 13 500 « candidatures » est rapidement franchi. Junts Pel Si rebondit et fixe un nouveau challenge : 100 000 candidats. A l'heure actuelle, 65 000 personnes ont répondu favorablement à cet appel

• Mariano Rajoy, le chef du Gouvernement central participe à un meeting de campagne et traite d' « irresponsable », Artur Mas.

• Felipe Gonzalez, l'ancien dirigeant socialiste adresse une lettre à tous les catalans, pour leur dire d' « éviter la voie de l'isolement qui mène à une nouvelle Albanie ».

• Le gouvernement du PP durcit le ton et souhaite réformer la Constitution pour prévoir un arsenal de sanctions contre ceux qui ne respecteraient pas les décisions du Tribunal Constitutionnel. Il ne dissimule pas l'objectif politique particulier qui consiste à sanctionner le président Artur Mas, si ce dernier porte une déclaration unilatérale d'indépendance de la Catalogne.

Vaincre des peurs pour un pays meilleur

La pré-campagne électorale catalane est un miroir de celle menée par les anti-indépendantistes écossais, voilà un an, avec les mêmes craintes agitées : non-viabilité d'un petit pays indépendant, isolement et exclusion de l'Union Européenne. A cela s'ajoute un débat malsain sur la supposée volonté d'exclusion des indépendantistes catalans. Le site Ara es l'hora, impliqué dans l'organisation de le Diada (fête nationale catalane) montre la vacuité de ces arguments de « la peur ».

Un petit pays comme la Catalogne, est-il viable ?

Oui, il est totalement viable. Parmi les 10 pays les plus riches du monde, 9 sont dénommés des « petits pays ». la taille n'est pas une variable qui conditionne la force économique d'un pays. Les études les plus récentes vont même dans un sens contraire. Dans un marché globalisé et une économie plus ouverte, la dimension des pays n'est pas significative, puisque la taille du marché intérieur pèse peu. Au contraire, une étude de l'université de Harvard (Etats-Unis), réalisée par l'économiste gallois Adam Price, démontre que la croissance économique des petits pays dépasse de beaucoup celle des grands Etats, durant la période 1996-2007.

" l'agilité avant la taille "

Selon, Gary Becker, prix Nobel d'économie, en 1992, *« les petites nations ont un avantage dans les marchés internationaux : l'efficience économique oblige à la spécialisation dans un nombre restreint produits et de services. Cela permet d'occuper des niches de marché, trop petites pour les grandes nations ».* Un pays de la dimension de la Catalogne est non seulement viable, il a même plus de chances de sortir de la crise qu'un « grand pays », surtout dans le cas de l'Espagne qui reste enfermé dans le passé, en gouvernant de façon arrogante. L'agilité est aujourd'hui plus importante que la taille.

Si la Catalogne est exclue de l'Union Européenne, que se passe-t-il ? Pourra-t-elle garder l'euro ?

Rien de grave. L'Europe est un ensemble de relations complexes qui permettent une grande flexibilité : Conseil de l'Europe, Union Européenne, eurozone, espace économique européen, accord européen de Libre commerce (EFTA) et l'espace Schengen. Le plus probable est la pleine intégration de la Catalogne, dans l'Union Européenne, de façon automatique ou rapide. Dans la pire des hypothèses, celle d'un gouvernement espagnol qui empêcherait temporairement cette intégration, la Catalogne pourra établir tout type d'accords et de relations avec les autres organisations de l'Union Européenne. La Catalogne n'a pas besoin d'être membre de l'UE, pour maintenir la libre circulation de ses marchandises. Comme le fait la Suisse, elle devra signer des accords bilatéraux avec les Etats européens, sans que l'Espagne ne puisse l'empêcher.

La Catalogne pourra garder l'euro, quelle que soit sa situation, par rapport à l'Union Européenne. Le monde est constitué de nombreux Etats qui utilisent la monnaie d'autres pays. L'Andorre, Monaco et le Monténégro sont des exemples de pays qui utilisent l'euro sans faire partie, ni de la zone euro, ni de l'Union Européenne. L'Equateur, Panama et les Bahamas utilisent également le dollar américain sans que les Etats-Unis ne puisse l'interdire.



Eduardo Reyez Pino, à la tête de "Sumate", une association d'Espagnols pro-indépendantistes

"Un Etat choisit sa monnaie "

Comme il est impossible d'éviter qu'un pays choisisse sa monnaie, les menaces sur l'expulsion de la Catalogne de la zone euro, n'ont aucun sens. Au pire, la Catalogne n'aura pas besoin d'obtenir l'aval de l'UE et de la Banque Centrale Européenne. La Catalogne peut également être membre de l'EFTA, comme l'Islande ou la Norvège.

Mais l'Union Européenne agira avec intelligence, comme par le passé. L'Europe ne veut pas perdre la Catalogne et la Catalogne ne veut pas cesser d'être européenne. La Catalogne est une solution pour l'Europe. Le plus probable est que la Catalogne soit automatiquement ou rapidement intégrée dans l'Union Européenne. La théorie de l'isolement européen de la Catalogne est absurde.

La nationalité espagnole sera-t-elle maintenue dans une Catalogne indépendante ?

L'article 11.2 de la Constitution espagnole prévoit qu'aucun citoyen espagnol ne peut être privé de sa nationalité. Par conséquent, puisque le gouvernement espagnol ne peut retirer la nationalité espagnole aux citoyens de Catalogne, ceux-ci pourront la conserver, sans aucune démarche administrative.

" la nationalité, un droit individuel "

Tout citoyen qui le désire pourra garder la nationalité espagnole dans un Etat catalan, parce qu'il s'agit d'un droit individuel.

Ceux qui ont une double nationalité n'auront pas non plus à effectuer un choix, dans le cadre d'accords avec leur pays d'origine. Etre et se sentir Espagnol n'est pas incompatible avec le fait de désirer la souveraineté politique pour la Catalogne. Il n'y aura pas de barrières pour maintenir le contact avec les autres membres des familles respectives, vivant en Espagne. La Catalogne a toujours été une terre d'accueil.

La nationalité n'est pas un problème. Ceux qui la brandissent comme une menace sont ceux qui veulent rompre le vivre ensemble, en Catalogne. L'objectif est celui d'une Catalogne ouverte qui propose un nouveau projet pour améliorer la vie de tous, en Catalogne.

Jordi Vera : « on a des raisons d'y croire ! »



Jordi Vera, notre ami et président de Convergence Démocratique de Catalogne, au nord, vit de près la campagne menée par la coalition Junts Pel Si. Il témoigne d'une campagne de terrain vécu avec espoir et enthousiasme.

Comment se déroule la campagne de Junts pel Si, votre coalition électorale ?

La pré-campagne a bien démarré. Des rassemblements ont réuni des milliers de personnes dans les villages et villes de Catalogne, durant l'été.

Un grand enthousiasme règne. Une preuve claire : l'appel à des «candidats volontaires» : on avait demandé que pour chacun des candidats officiels, au nombre de 135, il y ait 100 volontaires ! La réussite a été telle qu'on a fixé un nouveau curseur, 40000 candidats volontaires, puis il a fallu passer à 60 000, et maintenant on en est à 100 000 ! Cette masse de «candidats» est à l'image des 40 000 volontaires qui avaient organisé le référendum du 9 novembre 2014 !

Cette fois-ci, ce sont des milliers de citoyens anonymes qui se joignent aux militants des partis Junts pel Si. Cet engagement est bien visible partout. Un travail de pédagogie de masse est ainsi réalisé auprès de la population pour expliquer les avantages de l' indépendance.

Quels sont les arguments pro-indépendance que vous mettez le plus en avant ? Quel est l'accueil qui vous est réservé ?

Avant tout, l'idée forte est celle de construire un nouveau pays avec toutes ses institutions propres, un Etat plus juste, plus démocratique, plus transparent, où les décisions seront prises par nous, un Etat qui parlera d'égal à égal avec les autres États d'Europe et du monde, qui ne sera plus condamné «ad vitam aeternam» à payer un écot disproportionné à l'Espagne, un pays où notre langue ne sera plus attaquée.

En fait, les Catalans veulent avoir le droit de créer un État modèle! La grande majorité de la population partage cette espérance réalisable.

Selon les médias madrilènes, sondages à l'appui, la ferveur indépendantiste faiblirait. Qu'en pensez-vous ?

Les nouvelles que nous avons ne vont pas dans ce sens, au contraire. Nous pensons qu'une majorité indépendantiste se dégagera lors de l'élection, et qu'à Madrid ils le savent, ce qui expliquerait leur énervement : perquisition du siège national de Convergència, réforme exprès de la Constitution pour emprisonner le Président Mas, pressions (infructueuses) sur beaucoup de Parlements pour qu'ils ne reçoivent pas nos émissaires, menaces de plus en plus précises, chantages aux entreprises avec des résultats divers, puisque le 3 septembre, 18 Fédérations patronales et les 13 Chambres de Commerce de Catalogne se sont prononcées en faveur d'un «processus enthousiasmant» et se sont engagées à tout faire pour accompagner le peuple.



La ferveur indépendantiste au cœur de la dynamique de Junts pel Si

Les partis pro-indépendance pourraient disposer d'une majorité absolue de sièges au Parlement catalan, sans dépasser 50% des voix. Dans cette hypothèse que ferez-vous? La déclaration unilatérale d'indépendance sera-t-elle légitime ?

L'objectif, c'est d'avoir la double majorité ! Nous pensons que cela est possible et la campagne officielle qui commencera le 11 demandera aux Catalans de s'en donner les moyens démocratiques. Nous ne doutons pas d'ores et déjà d'une majorité de sièges, soit en solitaire soit avec la liste de gauche radicale dite «d'unité populaire/CUP», et nous nous battrons pour réussir à avoir aussi la majorité en voix.

Notre volonté était, rappelons-le, d'organiser un référendum pour ou contre l'indépendance, c'est Madrid qui s'y est opposée par tous les moyens. Il aurait permis aux électeurs de se prononcer clairement, sans aucune autre interférence idéologique, entre un OUI et un NON.

Maintenant nous sommes dans le contexte obligé d'une élection «normale», mais transformée par les partis indépendantistes en un plébiscite. Les règles du jeu en sont différente : une majorité absolue en sièges sera tout à fait légitime à partir du moment où nous en avons fixé les objectifs. Cela ne plaît pas à Madrid, mais il fallait nous laisser voter comme au Québec ou en Écosse !

Pour nous, le Parlement issu de cette élection est non seulement légitime, mais, il est mandaté pour proclamer l'indépendance, négocier ensuite avec l'Espagne les conditions de la déconnexion, puis discuter avec la Communauté Internationale notre reconnaissance et finalement, dans le délai maximum que nous avons fixé de 18 mois, la proclamation de notre État catalan.

Centre de la Nive : un projet viable abandonné !

L'eau a coulé sous les ponts de la Nive, mais l'avenir des salariés de l'ancien centre de soins est incertain. Nous avions relaté ce dossier, dans le numéro 200 du mois de mai de notre mensuel Lema. Une chose est certaine : l'établissement de soins d'Itxassou a cessé son activité, au grand dam des salariés placés au chômage technique et des responsables politiques locaux.



Roger Gamoy, Maire d'Itxassou

M. Gamoy, le maire d'Itxassou déplore la situation actuelle. Il reconnaît *« partagé l'analyse des syndicalistes. Le centre de soins de la Nive était rentable. Songez que l'établissement refusait des patients. La demande était trop importante. L'UGECAM, dès qu'elle a repris cet établissement, a programmé la fin du centre de soins de la Nive. Au fil des ans, elle a cumulé l'absence volontaire de mise aux normes, comme le désenfumage et la recherche systématique de projets alternatifs, à Anglet, à Biarritz et à Bayonne »*.

Trop seuls

M. Gamoy regrette le manque de soutien de la part des responsables urbains locaux : *« la volonté des Bayonnais de centraliser les activités sur la côte a joué en notre défaveur. Je ne révélerai pas de noms, mais j'ai eu droit à des remarques du type : « pour des Bayonnais, il est quand même plus simple d'être directement pris en charge, à Bayonne ». Comme si Itxassou était loin du centre-ville ! Il n'est même pas certain qu'il y ait des gains de temps, compte tenu des difficultés de déplacement dans l'agglomération ».*

A ce manque de solidarité, s'ajoute une absence de vision sur le service particulier que peut offrir une commune péri-urbaine, pour ce type de demande. M. Gamoy insiste : *« il n'est pas étonnant que le centre de soins de la Nive ait été obligé de refuser des demandes de prise en charge, par le passé. Cet établissement était idéalement placé pour les personnes qui avaient besoin de repos : au bord de la Nive, dans un cadre verdoyant et calme et au pied de la montagne ! ».*

Finalement, l'emprise des pouvoirs publics locaux sur l'évolution de ce projet est assez faible. La Communauté de Communes d'Errobi soutient symboliquement, mais sans marge manœuvre. M. Gamoy a rencontré le président national de l'UGECAM, à Paris, avec Vincent Bru, conseiller général et Mme Sylviane Alaux, député de la circonscription. Idem avec le président régional de cet organisme. *« Nous avons défendu nos arguments, la rentabilité possible de cet établissement, l'emplacement central de l'établissement qui prendre en charge également des patients du Pays Basque rural … Ils n'ont guère prêté d'attention à nos propos ».*

Manque d'appui local, décision ferme de l'UGECAM de fermer cet établissement, le centre de soins n'a plus sa place à Itxassou ! Les intérêts particuliers et financiers auront eu raison d'une structure viable et porteuse. Pas assez rentable sans doute pour l'UGECAM et trop rural pour les responsables urbains !

L'avenir demeure incertain, à ce jour. Le projet de la reprise par la Contxa, d'Hendaye est privilégié à celui de l'établissement privé Capio. Mais la situation n'est pas éclairicie.

Un site d'avenir pour un projet médical

A quoi seront destinés le terrain et les bâtiments de l'ancien centre de la Nive. M. Gamoy confirme que *« nous allons préserver ces terrains de toute spéculation foncière. Nous les réservons à des activités médicales. Il n'y a pas encore de nouveaux projets. Nous sommes partants pour toute activité médicale qui génère de l'emploi. La Communauté de Communes d'Errobi est prête à intervenir en soutien ».*



Le cadre bucolique du centre de la Nive

Par contre, M. Gamoy ne croit pas à un projet public reprenant l'activité de soins du centre précédent. Ce centre de soins risque de mourir tout en étant viable ! Quel gâchis pour les patients, Itxassou et le Pays Basque !

Beñat Oteiza

Une Communauté du Pays Basque, un choix de raison, une opportunité à saisir

Après avoir refusé en 2012 la création d'une «collectivité territoriale à statut particulier» pour le Pays Basque «français», l'Etat, par la voie de son représentant, propose aux élus locaux, en juin 2014, de regrouper les 158 communes basques dans une seule et même intercommunalité à fiscalité unique. Une nouvelle étape s'ouvre dans le long chemin vers l'institutionnalisation du Pays Basque.

Quels en sont les acteurs ? L'Etat, bien sûr, à travers le préfet des Pyrénées Atlantiques. La Loi sur la nouvelle organisation du territoire (NOTRe) lui permet de recomposer la carte de l'intercommunalité. Le «big bang» intercommunal, qui pourrait remettre en cause la totalité ou partie des 8 communautés de communes et des 2 communautés d'agglomération existantes est aussi une opportunité historique de structurer durablement le Pays Basque. Les autres acteurs : les communes, les EPCI actuels, mais aussi le Conseil des élus et le Conseil de développement, porteurs d'un projet institutionnel pour Iparralde. Mais encore : le Biltzar des maires, les 3 députés et les 2 sénateurs du Pays Basque, le mouvement Batera, les chambres consulaires, les partis politiques comme EAJ-PNB qui a pris position depuis longtemps sur le sujet.



Les candidats jeltzale aux dernières élections départementales, porteurs de ce projet institutionnel

Quels sont les enjeux ? Le Pays Basque, par la voie de sa société civile et de l'immense majorité de ses élus réclame un «pouvoir local», sous une forme ou sous une autre. Ce «pouvoir local» doit se rapprocher autant que possible d'une «collectivité territoriale spécifique». Le Pays Basque est un territoire, une culture, un projet commun pour 290 000 habitants. Son développement et son avenir doivent être pris avant tout au niveau local, en harmonie et en partenariat avec l'Etat, la nouvelle grande région, le département et ses voisins du Pays Basque sud (Euskadi et Navarre), des Landes et du Béarn.

A l'origine, la démocratie locale, au centre, le territoire, au coeur, la gouvernance, en tête, les compétences, à l'horizon, un vrai pouvoir local.

L'intercommunalité unique, quelle forme ?

Cette intercommunalité, pour être un outil institutionnel démocratique et efficace, doit se constituer sous la forme d'un «établissement public intercommunal à fiscalité propre», c'est-à-dire une communauté urbaine, une communauté d'agglomération, ou une communauté de communes.

Cette intercommunalité unique a vocation à regrouper la totalité des 158 communes qui forment le «pays Pays Basque». La position d'EAJ-PNB : Ce choix n'est pas anecdotique. Compte tenu de notre population, de la nature à la fois urbaine (côte) et rurale (intérieur) du territoire, compte tenu des compétences nécessaires, la « communauté d' agglomération « ou « la communauté urbaine « semblent à ce jour, les formules les mieux adaptées pour Iparralde.

Tout scénario alternatif, écartant un EPCI unique pour Iparralde, notamment celui d'une « fédération des intercommunalités existantes « ou d'un syndicat mixte, doit être rejeté. C'est la négation de la territorialité et de la gouvernance démocratique du Pays Basque. Ceux qui défendent cette position s'opposent à tout pouvoir local pour Iparralde et s'opposent ainsi aux préconisations de l'Etat et des principaux acteurs politiques et institutionnels de notre territoire.

La «communauté du Pays Basque», mode d'emploi

Etablissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, la «communauté d'agglomération « ou la «communauté urbaine», sans être une collectivité territoriale au sens strict, dispose de la personnalité morale, d'une assemblée démocratique composée de délégués des communes, d'un exécutif intercommunal, d'un budget et d'une fiscalité propre abondée par des dotations de l'Etat, un vaste panel de compétences obligatoires (logement transport, foncier économique,...) et optionnelles (dans le cas de la «communauté d'agglomération»), d'une administration territoriale, des transferts et/ou des délégations de compétences supplémentaire à négocier...

La position d'EAJ-PNB : la « communauté unique «, c'est 80% de ce que l'on pourrait attendre d' une collectivité territoriale à statut particulier. C'est, au minimum, une première étape vers une institution à part entière pour Iparralde.

La question de la " gouvernance "

Toutes les questions ne sont pas tranchées. Celle de la «gouvernance» est la plus importante : comment faire travailler ensemble et efficacement une assemblée de 232 délégués des communes ? Comment organiser de façon efficiente l'exécutif communautaire ? Comment faire vivre les infra-territoires (territoires historiques, zones urbaines, vallées, montagne...) tout en portant un projet collectif à l'échelle d'Iparralde... ?

Ces questions sont autant d'enjeux posés à l'Etat et aux élus locaux.

La position d'EAJ-PNB : la gouvernance de la «communauté unique» doit assurer un juste équilibre entre démocratie, diversité des territoires, efficacité dans la gestion et capacité d'évolution. Face à une assemblée plénière de 232

membres, le bureau doit être composé de vice-présidents spécialisés, de commissions à la fois géographiques et sectorielles.

L'intégration du «conseil de développement» garantira la gouvernance et le dialogue avec la société civile. La permanence du biltzar des maires trouve également sa justification, au-delà des compétences de la " Communauté unique ".

La «communauté du Pays Basque», plateforme de compétences

La « communauté du Pays Basque « s'accompagnera d'une rationalisation



Le Conseil des Elus oriente sa réflexion vers une intercommunalité du Pays Basque

des formes de coopération intercommunale, et d'une clarification des compétences notamment avec les communes, le département et la grande région. Cette intercommunalité unique sera aussi la « plateforme « indispensable pour de nouvelles compétences, à obtenir par transfert de l' Etat ou par délégation via des conventions avec la grande région et le département des Pyrénées-Atlantiques .

La position d'EAJ-PNB : La " Communauté du Pays Basque» unique doit s'accompagner, dès la phase de mise en oeuvre, d'une véritable ambition. En tant que plateforme institutionnelle, elle doit pouvoir intégrer le syndicat intercommunal de soutien à la culture basque, l'Institut culturel basque et l'Office public de la langue basque, l'établissement public foncier local, le conseil de développement sous la forme d'un conseil économique, social et environnemental. Vis-à-vis de la nouvelle grande région, la «communauté du Pays Basque» doit négocier rapidement avec le Conseil régional une délégation de compétence en matière de culture régionale et proposer une expérimentation en matière de «statut territorial de l'euskara ".

La «communauté du Pays Basque» et la réforme territoriale

Le projet d' intercommunalité unique pour le Pays Basque est indissociable de la réforme territoriale amorcée depuis quelques années, et tout particulièrement, de la troisième phase, dite « Loi NOTRe » : la révision du seuil de population permettant la création et /ou le maintien des intercommunalités, la refonte de la carte intercommunale, l'abandon de la « clause de compétence générale « des collectivités territoriales, les nouvelles compétences et le nouveau périmètre de la région Aquitaine, la possibilité d'une élection des conseillers communautaires au suffrage universel direct, à l' horizon 2020, ...

La position d'EAJ-PNB : le département est une collectivité en perte de vitesse. L'alliance d'avenir est celle formée par le trio communes/communauté unique/ grande région.

La «communauté du Pays Basque» et le schéma départemental de la coopération intercommunale

L'émergence de la «communauté du Pays Basque», sous forme d'EPCI à fiscalité propre pour l'ensemble d'Iparralde, est intimement liée à la refonte de la carte intercommunale dans les Pyrénées Atlantiques et par conséquent, au schéma départemental de coopération intercommunale (SDCI) que le préfet doit élaborer, faire approuver et enfin adopter au plus tard le 31 mars 2016. Ce n'est que si le SDCI valide le principe de la disparition des 10 EPCI actuels et leur remplacement par une communauté urbaine ou d'agglomération unique que le préfet pourra ensuite, au printemps 2016, lancer la procédure de création de cet EPCI.

La position d'EAJ-PNB : l'étape préalable et imminente du SDCI est vitale pour l'avenir institutionnel du PaysBasque. C'est à ce moment et à ce niveau que toutes nos forces et celles des partisans d'une communauté unique pour Iparralde doivent se mobiliser, politiquement par la voie du Parti et de ses élus, et dans chaque municipalité où nous bénéficions d'une certaine influence.

La "communauté du Pays Basque " Iparralde, une opportunité d'avenir !

- 80 % d'une CTPB
- une plateforme institutionnelle et de compétences
- l'allié prioritaire de la grande Région
- le partenaire privilégié des communes, du département, de l'Etat
- le " maillon " indispensable de l'euro-région basque

La «communauté territoriale», au coeur de l'euro-région basque

La «communauté du Pays Basque» donnera une voix et une légitimité institutionnelle au Pays Basque, pour nos partenaires, publics et privés. Elle sera un «maillon» et un «levier» déterminant dans la construction de l'euro-région basque aux côtés de la Communauté autonome basque et de la Communauté forale de Navarre, conformément aux orientations européennes.

La position d'EAJ-PNB : La " communauté unique " donnera du sens et de la matière au projet d'euro-région basque, de part et d'autres de la Bidassoa et des Pyrénées, et permettra d'appréhender conjointement des questions aussi importantes que les infrastructures de transport, la gestion de l'eau et des déchets, la culture et la langue basque...

Terrorisme en tous genres

Combien d'années, de décennies, avons-nous connues où après ce mot « terrorisme » venait naturellement l'adjectif « basque » ? Aujourd'hui, cela continue à se dire quotidiennement mais pour parler du passé. Merci ETA ? Non, bien sûr, tant l'organisation a mis de temps à cesser ses attentats, ce que la majorité de la société basque et EAJ-PNB en tête lui demandait pourtant depuis le rétablissement d'une démocratie en Espagne. ETA a donc trop tardé à cesser ses crimes mais elle a fini par comprendre. Outre de permettre la possibilité d'arriver un jour à l'indépendance par des voix non-violentes si le peuple basque dans sa majorité le veut, la cessation de l'action armée de la part d'ETA lui a permis aussi d'éviter… le ridicule.

En effet, quand on fait quelque chose, il faut le faire bien. Et là, de nos jours, une ETA terroriste apparaîtrait, je le répète, franchement ridicule comparée à Daesh, non ? Dans la négation de la valeur de la vie, dans la barbarie la plus abjecte, dans le retour à des pratiques inhumaines oubliées de l'Humanité depuis des siècles, ETA, à côté de celui qui se veut un ETAT islamiste, n'était… qu'un enfant de cœur. Le XIXème siècle a connu le terrorisme anarchiste, le XXème les terrorismes fasciste et communiste, aujourd'hui l'islamiste.

Demain peut-être connaîtrons-nous le terrorisme écologiste ? Si des humains sont capables de tuer au nom de la justice sociale ou d'un Dieu d'amour pourquoi pas au nom de la biodiversité et de l'air pur ?

Les migrants nous donnent la migraine ou plutôt la nausée

Non par leur faute, bien sûr, mais par la nôtre, à nous, les Européens. Le manque total d'anticipation et même de réactivité devant ces drames épouvantables de milliers de morts en mer depuis des années et, aujourd'hui, dans les camions des passeurs est une honte pour tous nos gouvernements nationaux et met en évidence les dangers d'une absence persistante de gouvernement européen au moins a minima.



MM. Dusk et Juncker, à la tête d'institutions européennes timides à l'égard des migrants

Retrouver en Autriche et ailleurs des cadavres d'hommes, de femmes, et d'enfants entassés dans des camions de livraison font sinistrement échos au début de la Shoa et aux camions des einsatzgruppen dans lesquels les SS asphyxiaient les populations juives de l'Est. Les chiffres sont effarants. L'Union Européenne est sans doute devant le défi le plus grand depuis sa création.

L'accueil de ces populations fuyant la guerre et la misère est une priorité absolue pour nos pays. Il est temps également de décider de se donner les moyens d'éradiquer l'Islamisme en Afrique et au Moyen-orient responsable de ces déplacements de populations tels qu'on n'en a pas connus depuis 1945 et peut-être, si cela se développe, depuis la chute de l'empire romain.

Mea Culpa de Hollande

C'est très inhabituel chez un homme politique : Le Président Hollande reconnaît avoir fait une erreur ! Il dit regretter d'avoir supprimé la TVA sociale que Sarkozy avait instituée. Tout en ajoutant *« cela nous aurait permis de boucler le budget qu'il nous avait laissé ».* Que ne l'a-t-il fait alors ?

Il a accepté de commencer son mandat en faisant en sorte que le budget ne puisse être bouclé. La réputation des socialistes d'être de mauvais gestionnaires n'est plus à faire mais quand même. Pourquoi a-t-il pris cette décision ? Pour paraître « social ». Six mois après, il a quand même augmenté la TVA mais moins. Mesurette sans efficacité car il a dû augmenter aussi les impôts. Tout cela ne relève pas d'une vision de l'Etat à la De Gaulle mais plutôt d'une gestion à la petite semaine en vue de soigner sa propre image auprès de ses électeurs à qui on a promis de raser gratis.

Et puis, il n'était pas question pour lui d'entériner une décision de son adversaire même si elle était bonne, ce qui est une détestable habitude des hommes politiques de tous bords.

Marine Le Pen est drôle

Si, si ! Son père ayant fait savoir qu'il allait s'inviter à l'université d'été du FN à Marseille, elle a déclaré : *« A un détail vestimentaire près, Jean-Marie Le Pen est notre petite Femen personnelle »*. Connaissant son diable de paternel mieux que nous, elle sait ce qui peut blesser ce gros macho : le traiter de bonne femme, ou pire d'efféminé en plus de faire remarquer que son action politique n'est plus que marginale et ne cherche qu'à perturber un meeting du FN.



Il faut dire que dans sa vieillesse la Bête se ridiculise après nous avoir écœurés pendant des décennies. Lui qui disait préférer les français aux étrangers et sa famille aux français, se voit exclu du parti qu'il a fondé et dirigé pendant quarante ans, divorcé de sa femme qui avait posé nue dans Play-Boy, et fâchée à mort avec plusieurs de ses filles dont Marine qui a repris le flambeau du parti mais avec l'ambition, elle, d'arriver au pouvoir. Bref une réussite totale. Une vie bien remplie… de haine. De la sphère familiale à l'étranger.

Menaces sur le logement à la française

Les entretiens d'Intxauseta, à Bunus, en Oztibarre sont organisés chaque année, sous la houlette de Jean Luc Berho, sur un thème portant sur le logement, dont il est le responsable national pour la CFDT. Ces entretiens portaient cette année sur l'influence de l'Europe, sur la politique française du logement.

L'Europe soutien et l'Europe contrôle

M. Raymond Hencks, membre du Conseil Economique et Social de l'Union Européenne a rappelé que : *« l'Europe n'a pas de compétences spécifiques, sur le logement. Néanmoins, certains fonds européens, le Feder et le Fse financent des projets dans ce secteur, notamment pour la rénovation énergétique des bâtiments. L'énergie est une compétence de l'Union Européenne. Elle intervient via ce thème transversal qui concerne presque tous les aspects de la vie publique, de l'économie, en passant par les transports et évidemment l'habitat. Mais lorsque l'Europe veut intervenir sur un thème qui n'est pas de son ressort, elle utilise son pouvoir dans le domaine de la concurrence, sur laquelle elle est pleinement compétente. Mais il ne faut pas croire que l'Europe soit là pour contrecarrer les initiatives nationales ».*

Attention à la vague libérale !

Plusieurs intervenants ont mis l'accent sur la nécessité de protéger le modèle français face à la tentation d'imposer le modèle anglo-saxon, trop libéral, d'autant que la France a été peu affectée par les soubresauts de la crise immobilière de ces dernières années.

Quelques exemples : 60 à 70% des crédits au logement sont réalisés par des banques coopératives en France. Et selon Jean Philippe, le représentant régional du Crédit Agricole : *« quoi qu'on dise, ces banques s'engagent dans la durée avec les particuliers. Le système français est basé sur la solvabilité du client, le niveau de ses revenus et non sur la valeur du bien acheté, contrairement aux Anglo-saxons. Lorsque quelqu'un nous dit : « je suis sûr de pouvoir revendre ce logement bien plus cher », nous n'entrons pas dans ce jeu de la spéculation ».* Il balaie l'argument de la frilosité excessive des banques à l'heure d'accorder des crédits. *« chez nous, 50% des nouveaux accédants à la propriété, ont moins de 35 ans. Dans ce canton (Oztibarre-Iholdi), nous avons accordé 183 prêts, depuis le début de l'année. C'est quand même pas mal ! ».*

Les taux de crédit sont très majoritairement fixes en France, alors qu'ils sont variables, dans la plupart des autres



programme de ces entretiens d'Intxauseta, en 2015

pays européens, comme en Espagne, dans les Pays-Bas ou évidemment, dans le Royaume-Uni. Les taux variables concernent 2% de crédits, en France. La variabilité créée de l'instabilité et des risques jugés inutiles et dangereux par les intervenants français. Les mécanismes de garantie sont majoritairement sous forme de cautions et non d'hypothèque.

Les mesures en faveur du logement social sont également très développées en France, par rapport à d'autres pays. Bref, nous avions eu droit à un véritable plaidoyer à l'égard du système français.

Attention à la réglementation !

Retour dans cet univers hexagonal prudent et régulé, notamment dans le secteur locatif. Là comme ailleurs, l'excès de réglementation est dénoncé. Entre 2000 et 2014, 15 lois différentes ont été adoptées, en partant de la loi Gayssot jusqu'à la loi Alur.

Cette instabilité financière créée un phénomène de défiance. Pour Jean Claude Courtes, président-adjoint de l'UNIS, l'Union des syndicats de l'immobilier : *« Pourquoi un propriétaire rentrerait dans le domaine du locatif, alors qu'il risque une nouvelle réglementation qui agirait contre ses intérêts ? Il faudrait faire confiance tout simplement à la responsabilité civile d'intermédiaires comme les notaires dont le rôle est d'être un garde-fou, face au marché ".*

Jacques Chanut, président de la fédération française du bâtiment pestait également sur *« les règles qui contraignent et qui aboutissent à des effets pervers, notamment sur la baisse de qualité des réalisations. Un exemple type : des règles de protection dans des piscines qui aboutissent à l'achat d'un matériel venu de Chine, de faible qualité, pour compenser le surcoût généré par la règle imposée ».*

Penser le logement en fonction des territoires

Face à toutes ces démarches « macro », tous les intervenants convenaient d'une évidence : le logement, cela se joue avant tout dans les territoires de proximité. Chaque cas, chaque situation est différente et doit être traitée de façon spécifique. Il n'y a pas de crise globale du logement. Il n'y a de crise du logement que dans des territoires.

Pour finir, cette remarque d'un intervenant : *« en France, il est paradoxal que la réglementation soit nationale, alors que l'action publique est avant tout locale ».*

Beñat Oteiza

Histoire du nationalisme basque
L'évolution du Parti Nationaliste Basque (1960-1975) (I)

La mort brutale du Président Aguirre le 22 mars 1960 provoqua un grand choc parmi tous les nationalistes basques mais aussi parmi tous les républicains et démocrates basques, tant José Antonio Aguirre avait su s'imposer à tous par son charisme et la force de ses convictions.

Mais l'abattement dura peu ; dès l'Aberri Eguna de 1960, l'Euzkadi Buru Batzar du PNV indiquait clairement que la lutte continuait de plus belle : *« Le Parti Nationaliste Basque ne vit pas de souvenirs. Ni les coups durs, ni les félicitations ne sauraient arrêter son action. Sur la base de ce qu'hier, nous ont laissé nos ancêtres, nous sommes un mouvement ancré dans le présent et qui formule ses aspirations pour le futur. Nous travaillons pour faire de la nouvelle Euzkadi, une nation d'avant-garde dans tous les domaines. »*

L'action politique antifranquiste

De l'intérieur du PNV, on perçoit clairement la nécessité de ne pas renouveler ce que certains considèrent comme « une erreur » : l'absence du PNV du « Pacte de Saint-Sébastien » de 1930 est perçue par beaucoup de militants comme un rendez-vous manqué ayant retardé l'adoption du statut d'autonomie (arraché trois mois après le début de la guerre civile de 1936 alors que les catalans avaient obtenu leur statut dès 1932) et peut-être même étant à l'origine de la sécession de la Navarre. C'est ainsi que le PNV signera en juin 1961, le pacte de l' « Union des Forces Démocratiques », un vaste rassemblement de forces politiques anti-franquistes. De même, l'année suivante, plusieurs de ses membres les plus éminents participent au « Pacte de Munich » qui présente les mêmes caractéristiques. (Lema, n° 173). Certes, des critiques ne manquent pas de fuser, qui fustigent un abandon de « l'idée nationale ».

Une propagande intense

Au début des années 1960, de nouvelles générations nationalistes s'intègrent à la lutte, dans les groupes folkloriques et de montagne, toujours sous les ordres du vieux « lion », Juan Ajuriaguerra.

La propagande nationaliste traverse même l'Atlantique ; à Caracas, paraît Gudari, organe clandestin de la jeunesse basque et au Venezuela aussi, « Radio Euzkadi » renaît de ses cendres après plusieurs années d'interruption,

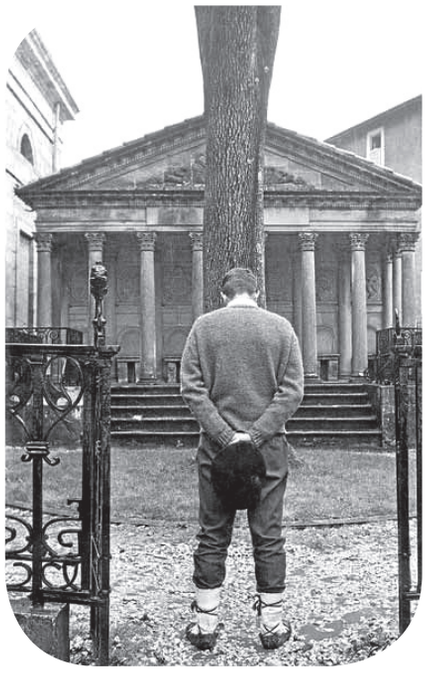


Photo célèbre d'un militant face à l'arbre de Gernika, lors de l'Aberri Eguna de 1964, durant le franquisme

suite à l'interdiction d'émettre en Iparralde édictée par le ministre de l'intérieur François Mitterrand en 1954.

Elle touche aussi l'ensemble des provinces avec la parution de Aurrera en Navarre et avec les chansons patriotiques de Michel Labéguerie qui enflamment les milieux basquisants d'Iparralde avant de connaître le même succès en Hegoalde.

En mars 1964, paraît dans Alderdi, l'organe officiel du PNV, un article intitulé « Dissipant les confusions ». L'article, de la façon la plus claire et la plus nette, nie formellement tout type de relation, de quelque nature que ce soit, entre le mouvement ETA et le PNV.

Le même mois a lieu l'Aberri Eguna de Gernika. L'assistance massive – que l'on peut chiffrer, malgré tous les contrôles policiers, à environ 40 000 personnes- surprend tous les observateurs qui sont frappés aussi par la présence de très nombreux jeunes. En 1965, l'Aberri Eguna est célébré à Bergara. Le gouverneur civil du Gipuzkoa interdit l'entrée de la cité. Des groupes arrivent à déjouer les contrôles, à y pénétrer et à manifester. Incontestablement, le nationalisme basque redevient un phénomène de masse et réussit à attirer la majorité de la jeunesse basque décidée à secouer le joug franquiste.

En janvier 1966, l'EBB du PNV publie une importante déclaration politique en six points : Autodétermination. Démocratie politique, économique et sociale. Europe des Peuples. Statut d'Autonomie. Gouvernement Basque et réaffirmation du « Pacte de Bayonne » de 1945. Solidarité avec la Galice et la Catalogne, les autres nations sans Etat de la Péninsule. Intégration des autochtones et des immigrants. Ce dernier point attire l'attention car il apparaît totalement novateur par rapport à l'idéologie des autres forces démocratiques de l'Etat espagnol de l'époque. Bien loin de toute inclinaison xénophobe-dont ses ennemis ne se gênent pas pourtant de l'accuser encore aujourd'hui- le PNV marquait son intérêt pour les immigrants qui arrivaient toujours plus nombreux en Euzkadi.

Jean-Claude Larronde

Une clinique haut de gamme

Une petite révolution se déroule sous nos yeux, dans le monde de la chirurgie, en Pays Basque. Aux côtés du centre hospitalier rénové, les cliniques privées de l'agglomération du BAB : Lafourcade, Paulmy et St Etienne sont remplacées par la nouvelle clinique Belharra. Le groupe suédois Capio, propriétaire des cliniques est à la manœuvre.

Concentrer et rénover les moyens

La nouvelle clinique s'étend sur 30 000 m2. Elle comprend 12 blocs opératoires et 254 lits et places, dont 24 pour la maternité et 18 pour l'unité continue. 80 millions d'euros d'investissement ont été nécessaires pour construire ce nouvel outil flambant neuf. 950 salariés dont 250 personnels de santé, travailleront dans cette clinique. Pas de suppression de postes, selon la direction. 50 000 patients par an, y sont attendus. A titre de comparaison, la clinique St Etienne disposait de 104 lits, Lafourcade 70 lits et Paulmy, 56 lits, soit un total de 230 lits. La fusion n'a pas entraîné une perte de capacité d'accueil.



entrée de la clinique Belharra

L'ambition de l'innovation

Selon un communiqué diffusé le 28 Juillet dernier :
« … Capio Clinique Belharra s'engage aujourd'hui dans la médecine de demain et entend définir les futurs standards de qualité tant dans les aménagements architecturaux que dans les organisations : techniques opératoires innovantes, personnalisation des soins, information des patients. Dimensionné pour mettre en œuvre son modèle de médecine moderne, notamment la Récupération Rapide Après Chirurgie, Capio Clinique Belharra poursuit le développement de la chirurgie ambulatoire … ce nouvel établissement, conçu de manière innovante, selon une gestion spécifique des flux permettant une optimisation de l'organisation et ainsi de la prise en charge des patients … accueillera environ 50 000 patients par an, dont plus de la moitié en ambulatoire … ».

Sur France 3, le nouveau directeur de la clinique Belharra a confirmé sa priorité pour la chirurgie ambulatoire.

Le centre hospitalier, toujours leader

A titre de comparaison, le Centre hospitalier de la côte basque, présent à Bayonne et à St Jean de Luz reste le premier employeur du Pays Basque. En 2014, cet hôpital public comptait 3 243 salariés, dont 2 895 agents non médicaux et 348 médecins. Plus de 83 000 patients ont été hospitalisés, mais aussi 54 350 passages, en urgence. En 2014, ce centre hospitalier comptait 1 263 lits et places.



Dominique Larramendy : « des outils de qualité en chirurgie »

Dominique Larramendy, médécin généraliste à Hasparren réagit au lancement de cette nouvelle clinique privée. Il porte un regard positif sur ce projet, tout en demeurant prudent.

Que vous inspire le lancement de cette clinique ?

Il faut reconnaître qu'il s'agit là d'un équipement de qualité avec notamment des plateaux techniques ultra-modernes. Sur le plan social, il semble qu'il n'y ait pas de suppression de postes, par rapport au personnel des 3 anciennes cliniques privées de Bayonne. L'emplacement est également stratégique. Il sera facile d'accès pour tout le monde. Donc, ce projet a indéniablement des atouts. Nous avons désormais cette clinique privée et un centre hospitalier de la côte basque, de haut niveau, sans oublier les cliniques de Biarritz, de St Jean de Luz et les structures du Pays Basque intérieur. Le Pays basque est doté d'outils de soins de qualité.

Avez-vous des réserves ?

Disons qu'il y a des interrogations. Nous avions 3 cliniques de taille modeste, avec un personnel proche des patients. Il y avait une relation humaine facilitée par cette proximité. Cette nouvelle clinique avec de grandes unités de soins, avec par exemple, un nombre de lits beaucoup plus importants, que dans chacune des 3 anciennes cliniques, permettra-t-elle de garder cette relation humaine ? Les équipes techniques autour des chirurgiens se connaissaient bien. Là, les uns et les autres devront apprendre à se connaître. Il y aura un temps de rodage nécessaire.

Le nouveau directeur met l'accent sur le développement de la chirurgie ambulatoire. Qu'en pensez-vous ?

La chirurgie ambulatoire concerne les opérations qui ne nécessitent pas plus d'un jour d'hospitalisation. Il est vrai que la France a du retard dans ce domaine, par rapport à d'autres pays européens. Le Gouvernement français encourage le développement de cette chirurgie. Cette clinique a tout intérêt à développer ce créneau qui est aussi le plus rentable. Moins un patient reste dans une structure de soins, moins il nécessite de soins, comme c'est le cas dans ces opérations quotidiennes de la chirurgie ambulatoire, plus cela est intéressant sur le plan financier. La question de la complémentarité avec le centre hospitalier se pose. Nous sommes dans un territoire vieillissant avec un nombre croissant de patients qui auront besoin de soins de plus en plus lourds. Cette clinique accueillera-t-elle ces patients ?

Alderdi Eguna, le dimanche 27 septembre

Alderdi Eguna (Jour du Parti), le Dimanche 27 Septembre, à Foronda (près de Vitoria-Gasteiz), en Araba















En cette période tumultueuse et décisive pour des mouvements comme le nôtre, tant en Catalogne qu'au Pays Basque, avec les débats à venir sur le nouveau statut en Euskadi, les premiers pas du Gouvernement foral de Navarre, dirigé par notre partenaire Uxue Barkos et l'intercommunalité du Pays Basque nord, l'heure est plus que jamais à la mobilisation, à la discussion, dans un cadre convivial.

L'Alderdi Eguna réussit cette alchimie unique alliant fête populaire et meeting politique, tout en réunissant des dizaines de milliers de personnes.

La veille, le samedi 26 septembre, EAJ-PNB accueille les délégations venues d'Alsace, de Bretagne, de Catalogne et d'Occitanie, au Batzoki de Donibane, à 10h00 pour un débat public sur « un statut terriorial de l'euskara ».

Un week-end enthousiasmant en perspective; N'hésitez pas à le partager avec nous, quelles que soient vos convictions intimes.

Pour tout renseignement et inscription, merci de nous contacter au : 05 59 46 15 34 ou à contact@eaj-pnb.eu.

EAJ/PNB ren berriak jarrai ezazue /
Suivez l'actualité d'EAJ/PNB sur : **www.eaj-pnb.eus**

100 % PAPIER RECYCLÉ

ARGIBIDEAK ETA HARPIDETZA RENSEIGNEMENTS ET ABONNEMENT
25, rue Thiers Karrika - 64100 BAIONA - tél. 05 59 46 15 34
fax 05 59 59 54 84 - e-mail : contact@eaj-pnb.eu - site : http://www.eaj-pnb.eu
Lan tenoreak / Heures de permanence : du lundi au vendredi de 9 h à 13 h et de 14 h à 17 h

URTEKO HARPIDETZA / ABONNEMENT ANNUEL 20 EUROS Présidents des Herri Buru Biltzar :
Ipar Lapurdi / Labourd Nord : **Alain Massonde** 06 10 27 50 58
Baxe-Nafarroa-Xiberoa / Basse-Navarre-Soule : **Jean-Michel Iribarne**. Hendaia / Hendaye : **David Navarro**.
Lapurdi Barnekalde / Labourd intérieur : **Peio Etxeleku**. Donibane Lohitzun / Saint-Jean-de-Luz : **Koldo Etxebarria**.

LEMA
LA FORCE BASQUE, C'EST VOUS !
Euskal iritzi hilabetekaria /
Mensuel d'opinion basque

25, rue Thiers karrika - 64100 BAIONA/BAYONNE
Tél. 05 59 46 15 34 - Fax : 05 59 59 54 84
Directrice de la Publication / Agerkariaren zuzendaria :
Txaro Goikolea

Arizmendi Inprimategia - Geltoki plazan, Donibane Garazi
Imprimerie Arizmendi, Place de la gare, Saint-Jean-Pied-de-Port
N° CPPAP 0618 P 11238

IMPRIM'VERT®
Arizmendi inprimategia
D. Garazi - RCS B 410 647 986